

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Il faut sauver l'Université Omar

ENTRE les milliards engloutis en pure perte, les années académiques qui ont du mal à aller à leur terme, le fort taux d'échec en première année ou encore le faible ratio enseignant/étudiants, l'UOB est devenu, au fil du temps, l'antre de l'échec et non plus de l'excellence. Et exigent qu'une profonde réforme soit impérativement entreprise.

Serge A. MOUSSADJI
Libreville/Gabon

ELLE n'est plus que l'ombre d'elle-même. Difficile d'avoir une autre pensée de l'Université Omar Bongo (UOB) de Libreville que celle-là. Le déroulement des années académiques de ces derniers temps, et la lente déliquescence de cet établissement supérieur la confirment. Pour sauver la saison 2019-2020, son administration a réaménagé le calendrier des activités pédagogiques. Elle avait alors indiqué que le deuxième semestre se déroulerait en neuf semaines (du 1er décembre 2020 au 30 janvier 2021). Histoire d'éviter une année blanche.

Alors que le mois de mars est largement entamé, seuls deux établissements, sur les 18 qui la composent, ont bouclé la période 2019-2020. Ce qui représenterait une cinquantaine d'étudiants qui auraient reçu leurs résultats. Une situation problématique pour les nouveaux bacheliers notamment qui ne devraient pas s'inscrire pour l'année 2020-2021, tant que la précédente n'est pas achevée. Et avec le Syndicat national des enseignants-chercheurs et chercheurs, section Université Omar-Bongo (SneC-UOB), qui a annoncé, en février passé, ne pas vouloir réintégrer pour le moment les amphithéâtres tant que les mesures anti-Covid ne seront pas correctement prises, il n'est pas évident que les choses évoluent rapidement.

La réforme initiée en 2010, au terme des États généraux de l'Éducation, de la Recherche et de l'Adéquation formation-emploi, avait donné, l'impression que cette entité allait enfin s'arrimer aux standards internationaux, que les milliards engloutis depuis des années allaient enfin donner des fruits. Au final, les dix dernières années

n'ont rien changé à la situation générale et montrent qu'on est bien loin du rêve d'excellence qui devait suivre la réforme précédemment mentionnée. Le taux d'échec, notamment en première année, révèle à quel point la traduction du discours à l'action n'a jamais eu lieu. Par la faute des dirigeants successifs de cette université. L'UOB, suite à la restructuration opérée au fil des années, qui a vu ainsi certains établissements s'en détacher pour donner naissance à des grandes écoles (École normale supérieure de l'enseignement technique, Institut universitaire des sciences de l'organisation, etc.) ou à d'autres universités (université des sciences et techniques de Masuku, université des sciences de la santé de Libreville, etc.), compte aujourd'hui deux facultés : la Faculté de droit et des sciences économiques (FDSE) et la Faculté des lettres et sciences humaines (FLSH). En moyenne, le taux d'échec y est de 75 % en première année depuis 2010. Cette donnée cache une réalité assez sombre.

PROGRAMMÉE POUR L'ÉCHEC • Tout montre que l'université n'a pas su s'adapter à l'évolution, pourtant prévisible, des effectifs étudiants. Selon le Tableau de bord du supérieur public, les capacités d'accueil de l'UOB sont estimées, en 2020, à 9 244 étudiants. Pour les deux facultés existantes. Or, on comptait, pour la même année, environ 35 000 jeunes inscrits. Ce qui indique un sureffectif d'un peu plus de 25 700 étudiants. Pour faire face à un flux aussi important, les autorités universitaires sont obligées de proposer des emplois du temps basés sur le "double-flux". Les États généraux de l'Éducation, de la Recherche et de l'Adéquation formation-emploi avaient pourtant relevé la nécessité de faire sortir de terre de nouveaux amphithéâtres, entre

autres (lire ci-dessous). Depuis aucune réalisation. Qu'a-t-on fait de cet argent ?

Pour faire face à ce déficit de structures, des préfabriqués avaient été posés en 2013. Avant d'être incendiés en 2014 et vandalisés plus tard. Ce qui a eu des effets désastreux sur le ratio enseignant/étudiants l'an dernier. "La situation s'est considérablement dégradée en 10 ans. En effet, en 2010 à la Faculté de droit et sciences économiques, on enregistre un ratio enseignant/étudiants de 54 en droit et de 24 en économie (Mintsa M'Obiang, op. cit.). Aujourd'hui, ce ratio est passé à 111 en droit et à 72 en économie (UOB, 2020). Cette situation pose donc des problèmes d'encadrement et de suivi des étudiants. Ce d'autant plus que plusieurs enseignants de la FDSE, notamment ceux de droit, sont happés par les cabinets d'avocats et les fonctions administratives. Cette question qui fait débat auprès des autorités ministérielles et rectorales pose en filigrane le problème d'un "effet-enseignant" dans la réussite ou l'échec des étudiants", peut-on lire sur openedition.org.

Une réalité que le Conseil d'administration a admise, le 22 octobre dernier, du bout des lèvres. La Faculté des lettres et sciences humaines comptait 18 500 étudiants pour 324 enseignants-chercheurs. La Faculté de droit et des sciences économiques (FDSE) annonçait, sur la même période, 9 402 étudiants pour un total de 96 enseignants permanents. Une situation qui met aussi à rude épreuve les nerfs des enseignants du Supérieur. Ne pouvant résister, certains se sont laissés aller à des "comportements indignes et contraires à l'éthique et à la déontologie", relevait ce Conseil. Sans en dire plus. Au point que cinq enseignants ont été sanctionnés en mars dernier, un autre suspendu à titre conservatoire et des enquêtes diligentées pour des questions de plagiat de thèses et d'articles scientifiques. Un tableau bien triste...

L'UOB, dans son format actuel, est faite pour faire échouer le plus grand nombre d'étudiants. Difficile de prétendre autre chose. Que faire face à une telle impasse ?



Photo: CM

Cet amphithéâtre et ce bureau détruits



UOB - Bongo



Les bâtiments sont les symboles d'une UOB à la dérive.

Gouvernance universitaire : le talon d'Achille de l'UOB ?



Photo: AEE/L'Union

Rudy HOMBENET ANVINGUI
Libreville/Gabon

En pleine célébration de son jubilé, tout le monde s'accorde pour dire que l'Université Omar-Bongo (UOB), "l'alma mater" des universités gabonaises souffre paradoxalement de mille maux. Outre des infrastructures et un système pédagogique aux antipodes de la modernité, il y a ce qui constitue un réel frein à l'essor de l'institution universitaire : le système managérial sinon la gouvernance universitaire.

Les recteurs qui se sont succédé à la tête de cette institutions affichaient tous avec des modèles de management qui n'ont malheureusement pas contribué à améliorer la qualité des offres de formation. Notre université présente aujourd'hui une situation peu reluisante caractérisée par une insuffisance manifeste des infrastructures, des effectifs d'étudiants pléthoriques et des conditions de recherche presque indigentes, etc. Les énormes dé-

fis auxquels elle est confrontée devraient inciter la tutelle à véritablement s'interroger sur le sens d'une efficacité accrue de cette institution universitaire publique, 50 ans après sa création. En 2017, les responsables de l'UOB instaurent de nombreuses réformes, dont le relèvement des droits universitaires. Un étudiant de parcours licence débourse désormais 50 000 francs au lieu de 9 000. La raison de cette décision était l'amélioration des conditions d'apprentissage qui devaient insuffler une meilleure dynamique de gestion financière de l'institution. Un modèle adopté qui, comme les autres appliqués auparavant, a montré qu'il est inefficace, voire contre-productif. L'UOB agonise. Elle mérite un management à même de l'arrimer aux standards internationaux, à tout le moins de la sous-région et non des dirigeants qui ne sont, malheureusement, pas à la hauteur des enjeux, comme on l'observe actuellement.

Infrastructures : tout est à refaire !

CM
Libreville/Gabon

CONSTRUITE à l'origine pour environ 8 000 étudiants, l'Université Omar-Bongo (UOB) en compte aujourd'hui 35 000. Malgré des fonds colossaux alloués au fil des années (plus de 10 milliards entre 2010 et 2013) pour la réfection et la construction de nouveaux bâtiments, les réalisations peinent à sortir de terre. En effet, pour pouvoir accueillir une population estudiantine sans cesse croissante, les États généraux de l'Éducation, de la Recherche et de l'Adéquation formation-emploi avaient an-

noncé la construction et l'équipement de 60 salles de cours de 50 places chacune, pour un budget de 2,5 milliards de francs, deux amphithéâtres de 1 500 places chacun (valeur : 5 milliards de francs) et 4 amphithéâtres de 600 places chacun (évalués à 6 milliards de francs), mais depuis rien n'a été fait. De tout cet argent, la doyenne des universités du pays, qui en terme de fonctionnement aura reçu plus de la moitié de son budget annuel sans oublier ses fonds propres, n'a bénéficié à ce jour que des coups de peinture sur des bâtiments manquant de tout.

Si dès l'entrée de ce temple du savoir qui, au passage n'a toujours

pas de portail ni entièrement de barrière, l'on est accueilli par des bâtiments et une route présentant fière allure, au fil du parcours, ce joli tableau est peu à peu remplacé par des structures vétustes noyées dans de hautes herbes, des voies enclavées, remplies de nids-de-poule et des ordures jonchant le sol ici et là. Le panorama s'assombrit davantage au niveau du campus qui, depuis sa fermeture fin 2014, pour cause de rénovation, est toujours en chantier, au grand désespoir des étudiants. " Chaque année, les autorités annoncent la reprise des travaux de réfection du campus. On voit quelques ouvriers dans les pavillons pendant quelques jours et

puis rien du tout, les travaux ne finissent jamais ", déplore Marcel, étudiant au département Droit. En se dirigeant vers les plateaux sportifs réhabilités il y a quelques jours, un spectacle d'après-guerre s'offre aux visiteurs. Les amphithéâtres et salles de cours préfabriqués conçus en 2012 ne sont plus que l'ombre d'eux-mêmes. Après qu'un des bâtiments en acier a été incendié en 2014 lors d'une grève, le reste des édifices est en lambeaux faute d'entretien. Toitures, plafonds, tableaux, split, câbles d'électricité, chaises, bâches... ne reste ici que des carcasses ! Le site ressemble à un champ de ruines abandonné dans des hautes herbes.



Photo: CM

Tous ces problèmes structurels traînés depuis des années doivent impérativement être résolus si l'on veut que l'institution puisse dignement accueillir les apprenants.